



ÉVÉNEMENT

«Je ne suis pas un homme des grands soirs mais des avancées concrètes»

Critiqué par les syndicats et en difficultés au sein de la majorité, le ministre de l'Éducation justifie auprès de «Libération» sa politique des «petits pas».

INTERVIEW

Il sort d'une épreuve politique qui aurait pu le mettre KO. A son arrivée rue de Grenelle, il y a un an, le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, s'est emparé de la mixité sociale à l'école, sujet explosif quand il s'agit de toucher à l'entre-soi des familles bien nées. Sans hésiter à demander des comptes au privé sous contrat, qui accueille deux fois plus d'élèves socialement très favorisés que le public. Mais après six mois d'attente, son plan pour mettre fin à la «ségrégation scolaire» déçoit. Aucune annonce notable dans les mesures pour l'enseignement public présentées le 11 mai à huis clos devant les recteurs. Rebelote une semaine plus tard lors de la signature du protocole d'accord, en toute discrétion et sans contrainte pour le privé sous contrat. Que s'est-il passé ? L'Élysée a-t-il freiné face aux menaces de «guerre scolaire» agitées par la droite et une partie de la majorité ? Vendredi, lors d'un déplacement de deux jours en Moselle, *Libération* s'est entretenu avec le ministre à Metz.

Etes-vous satisfait de votre plan mixité sociale à l'école ?

J'en suis satisfait puisque c'est le plan que nous avons élaboré depuis septem-

bre et qu'il n'a pas bougé dans ses grandes lignes depuis plusieurs mois. Hormis les efforts de Najat Vallaud-Belkacem [*ministre de l'Éducation de 2014 à 2017, ndlr*], je suis le premier ministre de l'Éducation à mettre ce sujet sur la table et à présenter un plan d'envergure à dimension nationale qui inclut l'enseignement privé. Personne ne l'a fait avant. Je l'ai mis à l'agenda public.

Pourtant, vous l'avez annoncé en catimini.

On devait l'annoncer le 11 mai mais le président de la République avait un déplacement ce jour-là. Il nous a donc été demandé, comme cela arrive parfois, de décaler nos annonces.

Justement, il n'y a pas eu d'annonces non plus lors de la signature du protocole d'accord avec le privé, jugé très décevant par les partisans de la mixité sociale et scolaire. Est-ce que l'Élysée vous a stoppé en plein vol face aux attaques de la droite ?

Jamais.

Juste avant la signature du protocole, Emmanuel Macron disait dans l'Opinion ne pas vouloir «réveiller de vieux conflits».

Nous n'avons pas réveillé la guerre scolaire. C'est la droite qui a exagérément agité ce spectre.

Certains dans votre majorité aussi...

L'épisode Alain Savary [*ministre de l'Éducation de François Mitterrand*

entre 1981 et 1984, dont le projet de rapprochement du privé et du public fut stoppé par un mouvement de contestation ndlr], a pu laisser de mauvais souvenirs dans la vie politique française. Mais je ne veux pas de guerre scolaire et par ailleurs, je suis complètement fidèle à l'émancipation et à l'égalité des chances ainsi qu'à la lutte contre les inégalités à la racine portées par le président de la République et la Première ministre.

Le mot «mixité» n'a jamais fait partie du vocabulaire du chef de l'État. Vous sentez-vous soutenu par lui sur cette question ?

Des sujets d'éducation ont été fortement portés par le Président pendant sa campagne présidentielle. D'autres le sont davantage par le ministre que je suis, mais ils s'inscrivent parfaitement dans les objectifs de faire remonter le niveau scolaire général et de lutter contre les inégalités de destin. J'y apporte ma contribution,





avec sans doute mon originalité.

Vous aviez indiqué vouloir mettre la pression sur le privé pour qu'il s'engage à plus de mixité dans ses établissements. Finalement, il n'y a ni contrainte ni garantie.

Il y a, du côté de l'enseignement privé sous contrat, une volonté d'avancer sur cette question qu'on ne se posait pas jadis. Vous dites qu'il n'y a pas de contrainte mais si vous lisez attentivement le protocole, vous verrez que l'on inclut des critères de mixité dans l'allocation des postes d'enseignants. Quand on a un établissement privé sous contrat qui ouvre une classe Ulis [pour les élèves porteurs de handicap, ndlr] ou Segpa [pour les élèves en difficulté scolaire] et un autre qui n'en ouvre pas, on donnera la préférence au premier. C'est une incitation importante au moment des demandes de postes. Par ailleurs, nous n'avons aucune possibilité juridique de contrainte. Ou alors il faut changer la loi et ça n'est pas mon intention. Nous avançons, pas à pas.

Cette notion des «petits pas» revient souvent dans vos propos. Vous vous contentez de peu ?

On peut rester au bord de la rivière, regarder le courant, et dire : «Vivement la révolution et les grands soirs!» Eh bien, moi, je ne suis pas un homme des grands soirs mais des avancées concrètes et pragmatiques. Plutôt que de ne rien faire, je préfère engager un mouvement qui sera prolongé dans le futur.

Les relations sont plus apaisées avec les enseignants depuis que vous avez remplacé Jean-Michel Blanquer. En même temps, ils ont l'image d'un ministre sans marge de manœuvre par rapport au programme défini par Emmanuel Macron.

Ce serait quand même extraordinaire que le Président ait fait de l'éducation un point central de sa campagne et qu'il disparaisse de la circulation sur le sujet! La mise en œuvre de ses engagements demande énormément de travail. La revalorisation sociale et le pacte enseignant sont des questions d'une très grande complexité, pour lesquels il s'agissait

d'obtenir les moyens financiers de les mettre en œuvre. La revalorisation salariale, c'est 3 milliards d'euros. Pour le lycée professionnel, c'est pratiquement 1 milliard d'euros en plus. Voilà des choses qui n'étaient pas écrites d'avance. Je ne sais pas ce qu'il en sera dans le futur, mais pour l'instant, j'ai gagné tous mes arbitrages.

Des représentants syndicaux nous décrivent un ministre qui n'était pas un spécialiste de l'éducation avant sa nomination, lisant beaucoup les fiches préparées par son cabinet.

Il y a un an, à mon arrivée au ministère, j'ai dû absorber une masse de choses. Quoi de plus normal? Les remarques condescendantes et légèrement paternalistes, je les connais. Je demande à être respecté et jugé pour mon travail.

Comment vous sentez-vous dans vos habits de ministre ?

Très bien! Mais c'est curieux que vous me posiez cette question. Il y a beaucoup de ministres à qui vous ne la poseriez pas. Je suis tout entier pénétré de l'importance de ma fonction. Ça n'est pas rien que d'être ministre de l'Éducation nationale et je considère cela comme un honneur. Ensuite, la quantité de travail et

de concentration que cela réclame ne me laisse absolument pas le loisir de l'introspection. J'ai trouvé mon équilibre.

Comment vivez-vous les attaques, souvent innommables, de l'extrême droite ?

Elles sont d'une grande violence. Je ne suis pas le premier à en subir. Je pense à Christiane Taubira, par exemple. Je ne suis absolument pas naïf quant à leurs sous-entendus nauséabonds. Finalement, je m'aperçois que je suis plus résistant que ce que je pensais. J'ai si peu d'estime pour ces gens que ça glisse en partie sur moi. Quand je vois *Valeurs actuelles*, je pense à *Gringoire [hebdomadaire de droite nationaliste des années 1930 et 1940, ndlr]*, à cette longue histoire de violences de l'extrême droite, dont je suis aujourd'hui l'objet. Mais c'est une forme d'honneur aussi. Je préfère être attaqué par l'extrême droite que par la gauche.

Comprenez-vous que votre participation à un gouvernement menant une réforme des retraites dénoncée à gauche puisse décevoir ?

La réforme des retraites était dès le départ dans le programme du président de la République. Donc il n'y a pas de déception à avoir. Tout le monde sait que j'étais au Parti socialiste et que je n'ai jamais été proche de La France insoumise. **Les critiques venant de la gauche sont dures sur votre bilan.**

Je leur demande de regarder les faits. Quand nous revalorisons les salaires des professeurs, on peut trouver que ce n'est pas suffisant, mais ils n'ont pas été augmentés dans ces proportions depuis 30 ans. Je n'appelle pas ça une mesure de droite. Quand les bourses seront versées automatiquement, sans que les familles aient à les demander, afin de lutter contre le non-recours, je n'ai pas l'impression que ce soit une mesure de droite. Quand nous insistons, comme a pu le faire Jean-Michel Blanquer, sur la nécessité absolue de savoir lire, écrire, compter, ce n'est ni de droite ni de gauche. Quand nous mettons l'accent sur l'accueil des élèves LGBT et sur l'éducation à la sexualité et au développement durable, je n'ai pas l'impression d'être applaudi par la droite qui, elle, ne s'y trompe pas.

Sur les revalorisations salariales, l'idée d'un pacte reposant sur le «travailler plus pour gagner plus» est plutôt étiquetée à droite!

Des tâches que des enseignants remplissent déjà seront mieux rémunérées. D'autres le seront pour encourager de nouvelles missions. Une heure supplémentaire d'un professeur des écoles, aujourd'hui, c'est 26 euros de l'heure. Ce sera 69 euros de l'heure. Ce n'est donc pas tout à fait du «travailler plus pour gagner plus», c'est travailler autrement pour faire mieux progresser les élèves. **Les enseignants qui vont s'engager dans ce pacte devront remplir des missions «ultra-prioritaires» pour ne pas dire obligatoires. Dans le second degré, les professeurs devront forcément remplacer des collègues au pied levé par exemple.**

D'abord, c'est pour une mission de





18 heures par an, soit une demi-heure par semaine. On parle d'un volume horaire tout à fait raisonnable. Par ailleurs, il y a une fongibilité. Supposons qu'un professeur n'effectue pas une mission de remplacement de courte durée car il n'y a pas de remplacement à faire. Une partie de ces heures pourra glisser vers une autre mission. Nous mettons l'accent sur les remplacements de courte durée, mais aussi sur «Devoirs faits», qui est généralisé pour les sixièmes, et sur l'heure de soutien et d'approfondissement en sixième, en favorisant la possibilité pour les professeurs des écoles de le faire. Le remplacement des absences de courtes durées va être un vrai soulagement pour des centaines de milliers d'élèves et pour leurs familles. N'oublions pas pourquoi et pour qui nous menons cette politique.

Les enseignants déclarent déjà travailler en moyenne 43 heures par semaine. Espérez-vous quand même une forte adhésion de leur part au pacte, unanimement décrié par les syndicats ?

Plus de 40 % de professeurs sont prêts à s'engager dans le pacte. Pour les jeunes professeurs, on est largement au-delà de 60 %. Les critiques des syndicats ne rencontrent pas l'oreille de tous les professeurs. Les choses se présentent bien. Tout se mettra en place à la rentrée.

Donc vous comptez rester à votre poste ?

Oui, bien sûr. J'y suis tout à fait à l'aise et il est important pour moi de continuer à mener à bien mes réformes. Et puis, un jour, comme tous les ministres, je céderai mon poste à un successeur. Dans l'escalier du ministère sont accrochés les portraits des ministres de l'Éducation nationale depuis 1830. Un jour, on accrochera le mien. C'est toute la modestie et l'humilité qu'appelle cette fonction.

Recueilli par **CÉCILE BOURGNEUF**
et **JEAN-BAPTISTE DAULAS**

